



Organisation des Nations Unies

Questions-réponses de la conférence de presse « ONE UN » Mercredi 14 juin 2017

La conférence de presse conjointe des Nations Unies était animée à partir de Kinshasa par Théophile Kinda, Coordonnateur de la Division de l'Information publique de la MONUSCO et porte-parole par intérim de la MONUSCO ; par Florence Marchal, coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies (UNCG), et à partir de Goma, le capitaine Adil Esserhir, porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO.

La conférence de presse a connu la participation de Mme Ann Encontre, Représentante régionale du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) en RDC, à partir de Kinshasa.

Question 1

Isaac Ngwenza/ Congo Ya Lelo : Ma question est relative à l'information qu'on a reçue de Beni. Je ne sais pas si c'est vrai ou faux qu'il y a eu évasion de plus 930 prisonniers sur les 966 régulièrement enregistrés dans la prison de Beni. Lors de cette conférence de presse, on n'a même pas entendu un seul mot là-dessus.

Et si c'est vrai, Beni fait partie des zones rouges de l'est, c'est une zone de haute surveillance, je suppose que la MONUSCO est là-bas, les FARDC, la PNC. J'ai été plusieurs fois dans ce territoire et je sais ce que je suis en train de dire.

Et les 930 évadés ne doivent pas [rester] dans le territoire de Beni, certainement, ils doivent rentrer dans les localités d'opération, c'est-à-dire, Eringeti, Mamudioma ou encore à Kiringi.

Quelles sont les dispositions que la MONUSCO prend maintenant pour pouvoir sécuriser la ville encore une fois ?

Coordonnateur de la Division de l'Information publique et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Théophile Kinda] : Merci, nous sommes effectivement informés de l'évasion des prisonniers de la prison centrale Kangbayi de Beni, et c'était le dimanche 11 juin 2017. Ça, c'est une confirmation.

Cette attaque de la prison a permis à des centaines de prisonniers, ça je le confirme, de s'évader de la prison. Et sur les 966 prisonniers que comptait cette prison, il n'en reste qu'environ une trentaine.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Nous ne pouvons pas vous confirmer les auteurs de l'attaque qui aurait fait au moins 12 victimes. Les Casques bleus de la MONUSCO et aussi la Police MONUSCO ont conduit immédiatement des patrouilles dans les environs, dans l'objectif de sécuriser l'environnement et de sécuriser les populations aux alentours, ça c'est pour répondre à notre mandat.

Aussi voudrais-je rappeler que la responsabilité première de la sécurité, [revient au] Gouvernement de la RDC et nous, la MONUSCO, les Nations Unies, nous venons en appui. Et c'est ce que nous faisons pour essayer de ramener le calme, la sécurité [et la stabilité] dans la région. Voilà ce que je peux vous dire sur cette question.

Question 2

David Opape/ La Prospérité : Ma question est la suivante : l'inhumation d'Etienne Tshisekedi est prévue dans sa concession familiale [de la commune de] la N'Sele. Par ailleurs, le rapatriement [de sa dépouille] est prévu incessamment. Que prévoit la MONUSCO sur le plan sécuritaire [par rapport à cela]?

Coordonnateur de la Division de l'Information publique et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Théophile Kinda] : Il faut noter que le choix du moment du rapatriement du corps de M. Etienne Tshisekedi, ce n'est pas à la MONUSCO d'en décider. Maintenant, si un consensus est trouvé, que ce soit entre la famille, le parti politique et le Gouvernement pour trouver une date pour le rapatriement du corps de M. Etienne Tshisekedi, ça, nous le notons.

Cependant, comme nous le faisons d'habitude, si pour des raisons sécuritaires, on nous demandait un soutien quelconque dans ce cadre-là, nous sommes prêts à pouvoir répondre dans la mesure de nos possibilités.

Question 3

Benjamin Muloba/ Radio Blessing FM (Goma) : Je voudrais poser ma question au porte-parole de la MONUSCO. Quels sont les résultats qui poussent la Section Protection de l'Enfant de la MONUSCO d'être satisfaite de la collaboration entre cette section et la FECOFA [Fédération Congolaise de Football Association] dans la lutte contre l'utilisation des enfants dans les groupes armés ?

Coordonnateur de la Division de l'Information publique et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Théophile Kinda] : Vous savez très bien qu'ici à cette même conférence, nous avons officiellement lancé la collaboration que nous avons avec la FECOFA dans le domaine de l'enrôlement d'enfants dans les groupes armés.

Donc en fait c'est une continuation de notre opération qui a été lancée depuis. Et nous essayons de prolonger nos efforts, de mener nos activités, de faire en sorte que ce que nous avons pris ensemble comme engagement ici avec la FECOFA, que nous puissions poser des actes concrets de manière à

Contacts :

MONUSCO MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

sensibiliser les groupes armés à ne plus enrôler les enfants, parce que la place des enfants, c'est dans des écoles, ce n'est pas dans les groupes armés.

Donc, nous sommes satisfaits de cette collaboration. C'est ce qui a motivé cette activité dont nous parlé dans le verbatim, c'est-à-dire un engagement solennel avec "Les Léopards" de façon à sensibiliser davantage ces groupes armés, à sensibiliser davantage les populations pour qu'ensemble, nous puissions unir nos efforts et prévenir l'enrôlement d'enfants dans les groupes armés.

Donc, nous sommes satisfaits, et c'est ça notre motivation, et nous allons continuer à mener des activités, à collaborer intensivement avec la FECOFA pour engranger plus de victoires.

Question 4

Papy Okito/ Echo d'opinion (Goma) : Ma question, je la pose à Mme Ann Encontre du HCR. Je ne sais pas si vous venez souvent à Goma, mais la plupart des réfugiés ne sont plus dans, - je ne sais pas si vous les appelez camps des réfugiés ou maisons de protection,- ils sont plus dans la cité, ils vivent avec la population [congolaise], ils ont même des dettes, ils n'ont même pas de quoi payer une maison, ils n'ont pas de cartes. Il y a quand même des fonds qui sont alloués pour ça. Est-ce qu'il y a des stratégies pour cette année, pour bien mettre ces réfugiés dans de bonnes conditions ?

Représentante régionale du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés [Ann Encontre] : Merci pour la question. Oui, je suis allée à plusieurs reprises visiter Goma. Et les réfugiés sont plus ou moins intégrés dans les communautés locales parce qu'ils sont là depuis des décennies, depuis 1994.

Nous avons commencé à demander aux réfugiés qui voudraient rentrer chez eux. Nous avons beaucoup de candidats qui ont demandé assistance au HCR et à nos partenaires et nous sommes en train de répondre à cela.

Je ne peux pas répondre aux questions spécifiques [concernant] les dettes, etc., parce que ce n'est pas un domaine dont on s'occupe. Merci.

Question 5

Albert Omba/ Numerica TV : M. Kinda, nous avons entre nos murs le Secrétaire général adjoint des Nations Unies [chargés des opérations de maintien de la paix], M. Jean-Pierre Lacroix qui est venu pour une visite en RDC. Pouvons-nous croire que l'objet de cette visite, c'est pour poursuivre et évaluer l'évolution du processus de [mise en œuvre de] l'accord de la Saint-Sylvestre ou pour quel autre motif ?

Coordonnateur de la Division de l'Information publique et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Théophile Kinda] : Votre question est précise, je vais vous donner une réponse précise.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordinatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

En fait, depuis sa nomination le 14 février 2017, M. Jean-Pierre Lacroix, Secrétaire général adjoint des Nations Unies chargé des opérations de maintien de la paix, n'était pas venu en RDC, raison pour laquelle, il a décidé de venir se familiariser avec son environnement de travail. Il est arrivé précisément le lundi 12 juin et c'est une visite de cinq jours. Son programme prévoit notamment une série de rencontres avec les autorités du pays ainsi que le personnel de la Mission. Il aura des séances de travail avec [eux].

Depuis son arrivée, je peux déjà vous le dire, il a déjà rencontré plusieurs personnalités notamment le ministre des Affaires étrangères, le Premier ministre, [les membres de] la société civile, des partis politiques et il va probablement rencontrer le chef de l'Etat. Donc, ce matin, il est même parti en provinces. Il va aller successivement à Goma, Beni et à Kananga.

Donc, sa visite n'a pas de lien particulier avec l'objet que vous mentionnez, c'est-à-dire l'accord du 31 décembre 2016, peut-être que les discussions peuvent venir sur la question mais, ce n'est pas la première mission de sa visite.

Question 6

Glody Mukoko/ 2 As TV : Ma question est celle-ci : Je crois que vous êtes témoin de ce qui vient de se passer, bien sûr, dans la ville de Kinshasa concernant les évasions successives. Il n'y a pas longtemps, on venait de connaître l'évasion [des prisonniers] de la prison centrale de Makala, mais également celle de Matete.

Alors, vous, en tant qu'une institution [chargée de] l'appui à la protection et à la sécurité des populations, s'il faut pallier à cet état des choses concernant l'évasion [des prisonniers] de Makala mais également de Matete, que diriez-vous ?

Coordonnateur de la Division de l'Information publique et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Théophile Kinda] : En fait, je ne voudrais pas me répéter mais je crois avoir déjà donné une partie de la réponse à votre question.

Vous savez, quand il y a eu l'évasion à la prison de Makala, nous vous avons dit que nous avons été sur les lieux, la Police MONUSCO est allée sur les lieux pour sécuriser la population carcérale qui était sur place et faire en sorte que la sécurité des personnes, des civils soit prise en compte. C'est la même chose pour Matete. Nous étions aussi présents, la Police MONUSCO est allée sur place parce que nous devons travailler avec les autorités en place pour faire en sorte que tout ce que nous devons entreprendre pour la sécurité des populations soit bien mené.

C'est la même chose quand il s'est agi de Beni, c'est ce que je vous disais tout à l'heure. A Beni, nous avons aussi la Force, les Casques bleus et la Police MONUSCO, nous sommes intervenus sur place pour faire en sorte qu'il n'y ait pas de menace sur la population. C'est ce que nous faisons.

Contacts :

MONUSCO MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Encore une fois, la responsabilité première relève du Gouvernement, des autorités [de la RDC] et nous apportons un soutien, nous apportons notre appui.

Question 7

Charly Kasereka/ La Voix de l'Amérique/Goma : Parce que vous parlez de soutien, ma question est militaire. J'aimerais savoir concrètement quel appui la MONUSCO a apporté aux opérations que les FARDC mènent dans le Parc de Virunga pour le ratissage de tous les groupes armés qui y étaient. Quel a été votre appui parce que j'étais là, j'ai vu des militaires qui manquaient même de l'eau au fin fond du parc. Or vous avez ces moyens parce que vous avez même des hélicoptères qui peuvent apporter cette eau à boire dans le fin fond du Parc. . Quel est votre appui ? Parce que vous parlez toujours de soutien ...

Coordonnateur de la Division de l'Information publique et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Théophile Kinda] : Je laisse la parole au capitaine à Goma. Mais ce n'est pas seulement au niveau du parc que nous intervenons, il y a d'autres opérations qui sont en cours, des opérations au niveau du Lac Edouard et bien d'autres ... Je crois que le capitaine est bien placé pour donner des éléments de réponse.

Porte-parole militaire par intérim [Capitaine Adil Esserhir] : La réponse à cette question s'articule en deux volets : le premier volet traite des opérations qui ont été menées à partir du 31 mai 2017 conjointement avec les FARDC et l'ICCN, l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature.

Donc, on a mené des opérations terrestres et aériennes et il y avait même la participation de quelques éléments de la Marine congolaise. Donc, ces opérations ont été menées pour éradiquer la menace du groupe Mayi-Mayi qui surgit surtout dans la zone sud du Lac Edouard. Ce groupe armé a pris part à de nombreuses activités illicites telles que le trafic d'armes, la contrebande, le commerce de bois et de charbons, enlèvements et extorsions des populations civiles.

Dans le but de contribuer conjointement avec les FARDC à éradiquer ces menaces, les opérations ont permis de chasser les éléments des Mayi-Mayi des zones qu'ils occupent. Je peux citer surtout Kamande, Vitshumbi, Tshanika, Tshondo et Kamahoro. Donc, cette opération a permis, évidemment, de restreindre la liberté de mouvements et l'influence de ce groupe armé. Donc, on a projeté un dispositif sécuritaire pour contrer un éventuel retour de ces éléments Mayi-Mayi. On a placé des éléments des FARDC dans ce sens.

Le deuxième volet est la coopération entre les FARDC et la MONUSCO. La coopération entre les FARDC et la MONUSCO est règlementée par un arrangement technique entre les deux entités. Cet arrangement technique définit un cadre général bien défini, bien règlementé qui s'articule autour de deux objectifs : la protection des populations civiles par la neutralisation des groupes armés ; la stabilisation par la consolidation de l'autorité de l'Etat.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Pour ce faire, on travaille conjointement sur quatre domaines de coopération. La MONUSCO peut offrir un support logistique, un soutien de combat, un soutien de renseignement et un support de commandement dans le sud. Donc, je peux dire que cette coopération apporte une contribution primordiale pour préparer le terrain aux activités de stabilisation et de consolidation. Voilà un peu ce qu'on peut dire sur ces deux volets.

Question 8

Justin Kissu/Radio communautaire de Walikale (Goma) : Dans le cadre des projets à impact rapide, plus précisément dans les îlots de stabilité, à Walikale, la MONUSCO avait financé un projet de la construction de la maison de la justice. Mais par surprise, ça fait plus de 6 mois que ce projet n'avance pas. Cela dit, quand bien même cette maison est encore inachevée. On ne sait pas pourquoi. Si Florence peut nous aider à répondre à cette question parce qu'elle est ancienne quand même de la MONUSCO.

Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies [Florence Marchal] : Je vous remercie pour la question. J'ai bien noté et vous aurez la réponse la semaine prochaine. Je vais me rapprocher des collègues de l'Unité de soutien à la stabilisation qui mettent en œuvre ce projet. Donc, réponse, mercredi prochain.

Question 9

Laetitia Masela/ RTNC 2 : Florence Marchal, j'ai une préoccupation. Quelles précautions les humanitaires prennent-ils pour œuvrer en toute sécurité dans les trois provinces du Kasai au moment où les enquêteurs onusiens y sont déjà au travail et en pleine discordance avec le gouvernement de la République démocratique du Congo.

Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies [Florence Marchal] : Merci Laetitia. Avant de prendre des précautions, il faut que nous poursuivions notre plaidoyer, vous le savez, pour que nous ayons accès aux personnes qui sont dans un besoin d'assistance dans la grande province du Kasai.

On le répète souvent, le Coordonnateur humanitaire, le Dr Diallo était la semaine dernière en mission dans cette région, et c'est un plaidoyer qu'il a mené auprès des autorités provinciales et des forces de sécurité congolaises, afin de favoriser l'accès de tous les humanitaires aux populations qui sont dans le besoin.

Donc, pour nous c'est la priorité, c'est d'avoir accès à ces personnes pour pouvoir apporter, une fois de plus, un réconfort à toutes les personnes affectées par la crise actuellement.

Coordonnateur de la Division de l'Information publique et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Théophile Kinda] : Mme Ann Encontre, peut-être quelques éléments ou complément d'information par rapport à cette question.

Contacts :

MONUSCO MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Représentante régionale du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés [Ann Encontre] : Merci beaucoup pour la question, merci aussi pour la réponse. Nous aussi au HCR, nous sommes [présents] au Kasai. Nous avons fait une demande pour faciliter l'accès aux agents du HCR. Il y a actuellement une ONG nationale, "ADSSE" qui est sur place et est en train de donner des repas chauds [aux déplacés] et apporte aussi d'autres formes d'assistance humanitaire.

Notre représentant assistant de la protection est en mission dans le Kasai pour évaluer et voir ce qu'on peut faire à court et à long terme pour apporter une assistance aux personnes déplacées.

Je voudrais aussi ajouter qu'il y a actuellement près de 30 000 réfugiés congolais qui ont traversé les frontières, qui sont en Angola, à Lunda Norte, ils cherchent refuge parce qu'ils fuient le conflit dans le Kasai.

Question 10

Nicaise Muzany/ Afrique Echos.ch : Je m'adresse à vous M. Théophile Kinda. J'aimerais mieux vous rappeler une chose, que le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal mais plutôt par ceux qui regardent le mal [se produire] sans faire quelque chose. Et je ne voudrais pas que ce soit la MONUSCO pour le cas de la RDC.

Est-ce que vous pouvez rassurer les Congolais qui sont des sans voix pour lesquels les chevaliers de la plume et du micro sont ici, que réellement l'accord de la Saint-Sylvestre et la résolution 2348 vous donnent vraiment le pouvoir de tout faire pour que cet accord puisse ramener la paix dans ce pays ? La première résolution n'a pas abouti à des solutions. Est-ce que vous pouvez affirmer la main sur le cœur, M. Théophile Kinda, que les Congolais peuvent être tranquilles ?

Coordonnateur de la Division de l'Information publique et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Théophile Kinda] : Merci pour votre question. Tout ce que je peux vous dire, c'est que nous croyons fermement à l'accord du 31 décembre 2016. Raison pour laquelle le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies ne cesse de développer ses bons offices.

Vous vous rappelez, il y a une semaine, plus précisément le mercredi 7 juin, il a rencontré successivement les représentants de la majorité et de l'opposition pour discuter autour de toutes ces questions, en prévision justement des élections qui devraient nous conduire à un environnement propice à la stabilité.

De la même manière, il a continué récemment à rencontrer la majorité, l'opposition et il va rencontrer dès qu'il reviendra de sa mission, parce qu'il est parti ce matin à Goma et pour une visite à Beni et à Kananga, dès qu'il va revenir, il va également rencontrer des associations de jeunes.

Tout ça, parce que nous croyons que les bons offices peuvent nous aider à résoudre la question pendante, les dissensions actuelles. Donc nous y croyons, la réponse est oui, nous y croyons.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Question 11

Darell Maurice/ Truck Magazine : Merci pour l'expression. J'ai une question pour notre invitée. Peut-on avoir la date à laquelle les réfugiés burundais seront rapatriés, car la situation du camp de Lusenda est chaotique ? Je parle là des cas de répétition de grenades.

Représentante régionale du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés [Ann Encontre] : On ne peut pas donner une date précise pour le rapatriement des réfugiés burundais parce qu'actuellement, il y a toujours des nouveaux arrivants du Burundi. Mais pour ceux qui veulent une assistance pour retourner au Burundi, nous pouvons faciliter leur rapatriement.

Pour ce qui est du camp de Lusenda, le gouvernement nous a alloué un autre site qui est en train d'être développé et nous travaillons très dur et très rapidement pour améliorer la situation afin d'accueillir les réfugiés qui continuent d'arriver. Parce que les centres de transit sont pleins, il y a des femmes et des enfants qui dorment à l'extérieur, dans la nature. Avec le gouvernement, les autorités locales et nos partenaires, nous sommes en train d'aménager un nouveau site.

Coordonnateur de la Division de l'Information publique et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Théophile Kinda] : Merci pour votre attention, c'est la fin de cette conférence de presse, à la semaine prochaine.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04